

*Questions orales*

aujourd'hui. Je suis heureux de lui souhaiter la bienvenue pour cette visite d'État, la première faite au Canada par un président des Philippines.

**Des voix:** Bravo!

**M. Pagtakhan:** Cette visite sera certes historique. Francement préoccupée par le bien-être de la population philippine, la présidente fera connaître ses aspirations à tous les Canadiens.

Il serait évidemment inutile de rappeler le sérieux de l'oeuvre de M<sup>me</sup> Aquino. Les Philippines ont besoin des investissements canadiens et du commerce avec le Canada pour poursuivre le travail de reconstruction entrepris après avoir connu la ruine où l'ancien régime autoritaire avait mené le pays. Pour sa part, le Canada bénéficiera d'une telle association économique.

J'exhorte le premier ministre à réaffirmer le soutien du Canada pour les Philippines, non seulement par l'intermédiaire des programmes d'aide internationale, mais également en accroissant le commerce et les investissements, ce qui aidera la présidente à raffermir la démocratie et la dignité humaine dans son pays, à améliorer les conditions de vie des Philippines les plus pauvres et à leur apporter la paix.

J'invite mes collègues à se joindre à moi pour souhaiter la bienvenue à la présidente Corazon Aquino.

\* \* \*

**LE MINISTRE DES FINANCES**

**M. Bob Horner (Mississauga-Ouest):** Monsieur le Président, cela fait 61 mois et 20 jours aujourd'hui, le lundi 6 novembre, que l'honorable Michael Wilson est ministre des Finances.

**Des voix:** Bravo!

**M. Horner:** C'est ainsi qu'il est le ministre des Finances avec les plus longs états de service des 35 dernières années au moins. Il a maintenant été en poste plus longtemps que Donald Fleming, qui avait été ministre des Finances du gouvernement Diefenbaker pendant 61 mois et 18 jours. Cela n'est pas seulement une donnée intéressante pour les recueils de records ou les amateurs de statistiques, mais une preuve de sa compétence exceptionnelle.

Les Canadiens savent que tant que Michael Wilson sera ministre des Finances, il s'efforcera sans cesse d'équilibrer les livres. Le ministre des Finances mérite notre respect pour la compétence, la logique et la ténacité dont il a fait preuve, non pas pendant une courte période mais constamment. Faisons-lui une ovation!

**Des voix:** Bravo!

**LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

**M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys):** Monsieur le Président, il n'y a qu'une raison aux longs états de service de Michael Wilson en tant que ministre des Finances et c'est que le gouvernement se moque totalement de ce que pensent les Canadiens.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. MacLellan:** Monsieur le Président, le ministre des Finances a fait pour les finances de notre pays ce que l'Étrangleur de Boston avait fait pour les vendeuses Avon.

J'ai reçu aujourd'hui une pétition signée par 228 citoyens de ma circonscription qui contestent l'imposition par le gouvernement de la TPS, cette taxe qui ajoute un fardeau inacceptable aux gens de ma circonscription. Il est très intéressant de remarquer que cette pétition a été organisée par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, une vieille alliée du gouvernement.

Selon une enquête récente de Statistique Canada, la ville de Sydney, en Nouvelle-Écosse, vient au 117<sup>e</sup> rang pour le revenu de ses habitants. Avec un revenu annuel moyen de moins de 17 000\$, mes électeurs ne sont pas en mesure d'absorber le coup bas que cette taxe constitue pour leur pouvoir d'achat. Le gouvernement a supprimé les services ferroviaires et l'aide au développement régional, et il a ruiné le secteur de la pêche. Va-t-il au moins avoir l'obligeance de revenir sur sa décision et d'oublier cette terrible taxe?

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**QUESTION AU MINISTÈRE**

**L'hon. Bob Kaplan (York-Centre):** Monsieur le Président, dans la démocratie canadienne, l'une des traditions les plus précieuses est certes le fait que la GRC a la responsabilité d'agir en toute indépendance pour déterminer quand elle doit tenter des poursuites, spécialement dans les causes à caractère politique. Selon un témoignage sous serment qu'a prêté ce matin un agent de la GRC au cours d'un procès au criminel, il semble que cette tradition n'ait pas été respectée. A propos de la fuite budgétaire, j'avais demandé, le 30 mai dernier, que le solliciteur général nous donne l'assurance que...

**M. le Président:** Un instant, s'il vous plaît. Je suis disposé à entendre la question, mais sans autre entrée en matière. J'écouterai la question et je déciderai ensuite s'il y a lieu d'y donner suite. Je demande la collaboration du député.